

Eric Brousseau, professeur d'économie, préconise la circonspection :

«Le discours ambiant occulte les vrais changements»

Par Laurent Mauriac

Le vendredi 12 novembre 1999

Depuis une dizaine d'années, Eric Brousseau, 37 ans, professeur d'économie à l'université de Nancy étudie l'impact des nouvelles technologies sur l'économie. Co-auteur d'un rapport sur cette question pour le Commissariat général du Plan (3), publié en septembre, il voit dans la nouvelle économie un emballement orchestré par les firmes du secteur, qui sont parvenues à convaincre des entreprises et des gouvernements en mal d'idées.

Les réseaux dans l'entreprise changent les manières de travailler. Remettez-vous en cause cette évolution?

Non, ce que je remets en cause, c'est le discours qui l'accompagne et qui consiste à afficher une confiance quasi aveugle dans la technologie et le capitalisme. Ce discours est celui des offreurs, des groupes d'intérêt. Il est devenu celui des Etats, de nombreux chefs d'entreprise et des médias, qui le reproduisent sans prendre le recul et les précautions nécessaires. C'est ainsi que la plupart des prévisions sur l'évolution du commerce électronique émanent de cabinets d'études agissant pour le compte des grandes entreprises du secteur. Or, ce sont ces chiffres qui fondent l'argumentation des rapports gouvernementaux, par exemple celui du département du commerce américain sur l'«économie numérique», publié en juin dernier.

Que contestez-vous dans ce discours dominant sur la nouvelle économie?

C'est un discours flou et simpliste. Sur le plan de la construction, on choisit des faits particulièrement frappants pour les esprits qu'on extrapole sans aucune démonstration pour prétendre qu'un nouveau modèle s'impose. On cite toujours les mêmes exemples: Amazon.com, Yahoo, Cisco... Ou bien on part d'un cas anecdotique et mal documenté, par exemple une entreprise du Sud-Ouest qui a réussi à vendre une boîte de cassoulet en Australie. Je ne conteste pas le succès et la progression fantastique de certaines entreprises, mais les conclusions qu'on en tire. Par exemple, l'idée qu'on peut désormais vendre sans coût ou que s'ouvrirait une ère de déflation. C'est oublier les frais de marketing ou de recherche-développement qui sont mis en œuvre par les entreprises du Net.

Mais au sein des entreprises, l'irruption de l'Internet ne favorise-t-il pas les processus de décision et la productivité?

Prenons l'exemple du courrier électronique. Chacun pense que cela facilite la communication. On ne s'intéresse pas au temps perdu, aux dysfonctionnements entraînés par la messagerie électronique. Et surtout, on se garde bien de souligner que l'une des principales spécificités de l'e-mail, c'est de permettre à la hiérarchie de contrôler le travail des salariés, en espionnant les messages (2). De même, on présuppose que chacun est prêt à utiliser l'Internet. On sous-estime les difficultés

d'accès à ces technologies. Or, elles restent obscures pour la plupart des gens. Instaurer avec le courrier électronique un cadre de communication écrite informel, circuler sur le Web en utilisant les bons liens hypertextes, tout ceci nécessite un apprentissage. On peut très bien installer une messagerie. Sans incitation à l'utilisation et sans formation, c'est la machine à café qui restera le moyen privilégié d'échanger des informations. C'est ainsi que dans nombre d'entreprises, on installe des systèmes de messagerie qui ne sont pas utilisés, on crée des sites web sans savoir pourquoi, qui se révèlent totalement inutiles.

Dès lors, comment analysez-vous aujourd'hui l'impact des nouvelles technologies sur l'économie?

Mon principal reproche à l'encontre du discours ambiant sur la nouvelle économie, c'est précisément qu'il contribue à occulter les changements importants et tout à fait réels qui affectent nos économies et nos sociétés sous l'impact des technologies. Mais ces changements étant lents, peu spectaculaires et complexes, ils sont moins séduisants. Il faut d'abord s'entendre sur les mots. La nouvelle économie est-elle liée à l'Internet ou aux nouvelles technologies en général? Mon sentiment est que les évolutions en cours ont commencé bien avant la popularisation de l'Internet.

Dès lors, les valorisations boursières des entreprises du Net ne seraient pas le reflet de leur rôle futur, dans un monde où les relations économiques seraient redéfinies...

Je ne crois pas à un tel monde, à une nouvelle ère du capitalisme. Quand vous investissez dans Amazon.com, ce n'est pas parce que vous croyez dans cette entreprise, mais parce que vous pensez que les autres croient dans Amazon.com. On assiste à un phénomène assez ancien et banal: la formation d'une bulle spéculative. La première est apparue aux Pays-Bas sur le marché de la tulipe au XVIe siècle...

L'Internet implique-t-il plus de capitalisme?

Non, pas nécessairement. On pense généralement que les technologies sont utilisées de façon identique, quel que soit le secteur d'activité ou le pays. Comme si l'industrie high-tech et le modèle particulier de la Silicon Valley étaient représentatifs de la manière dont les technologies de l'information affectent la sidérurgie et le tissu industriel lorrain. Payer les employés avec des stock-options est possible dans une industrie en forte croissance. Faut-il, dans l'automobile, singer les start-up californiennes dans leurs modalités d'organisation, leur rapport capital-travail? On pense que les réseaux imposent un modèle unique: une hiérarchie plate, une plus grande transparence des marchés. En réalité, les technologies sont ouvertes, elles n'imposent aucun modèle.

(1) *Technologies de l'information, organisation et performances économiques*, Eric Brousseau et Alain Rallet, édité par le Commissariat général du Plan, 368 pp., 60 F.

(2) Près d'une entreprise américaine sur deux contrôle les e-mails de ses employés, selon une enquête récente réalisée auprès d'un millier de sociétés par une association patronale, American Management Association International.